

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/21139]

29 MAI 2020. — Arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 26 du 28 avril 2020 relatif à une aide complémentaire au droit passerelle en faveur des travailleurs indépendants de manière temporaire dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19 et modifiant diverses législations et réglementations

Le Ministre de l'Economie,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes;

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

Vu le décret du 19 décembre 2019 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19;

Vu la loi du 23 mars 2020 modifiant la loi du 22 décembre 2016 instaurant un droit passerelle en faveur des travailleurs indépendants et introduisant les mesures temporaires dans le cadre du COVID-19 en faveur des travailleurs indépendants;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur en Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2020 de pouvoirs spéciaux n° 2 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 26 du 28 avril 2020 relatif à une aide complémentaire au droit passerelle en faveur des travailleurs indépendants de manière temporaire dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19 et modifiant diverses législations et réglementations;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 mai 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 mai 2020;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er};

Vu l'urgence, qui ne permet pas d'attendre l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat dans un délai ramené à cinq jours, en raison, notamment, des considérants suivants :

Considérant les concertations entre les Gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes, au sein du Conseil national de sécurité qui se réunit depuis début mars 2020;

Considérant l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié par les arrêtés ministériels des 24 mars 2020, 3 avril 2020, 17 avril 2020, 30 avril 2020, 8 mai 2020, 15 mai 2020, 20 mai 2020 et 25 mai 2020;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité;

Considérant la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au coronavirus COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge;

Considérant qu'il est nécessaire, afin de ralentir et limiter la propagation du virus, d'ordonner immédiatement les mesures préconisées qui s'avèrent indispensables sur le plan de la santé publique;

Considérant que le danger s'étend au territoire de l'ensemble du pays; qu'il est dans l'intérêt général qu'il existe une cohérence dans la prise des mesures pour maintenir l'ordre public, afin de maximiser leur efficacité;

Considérant dès lors que les conséquences directes ou indirectes de la crise nécessitent une gestion au niveau régional;

Considérant que la crise est de nature à ralentir l'activité économique sur le territoire de la Région wallonne;

Considérant qu'il convient par conséquent de prendre les mesures nécessaires pour soutenir les entreprises;

Vu l'urgence, motivée par le fait que le Ministre fédéral de la Sécurité et de l'Intérieur a ordonné la fermeture de nombreuses entreprises qui subissent de graves dommages économiques du fait de la crise sanitaire du COVID-19;

Qu'il est nécessaire de fournir une aide d'urgence aux entreprises concernées afin de limiter les dommages économiques;

Que, à la suite des mesures de fermeture, les entreprises concernées ont vu leur chiffre d'affaires baisser, voire disparaître, mettant ainsi en péril les revenus des entrepreneurs et de leurs salariés;

Que la présente aide a notamment pour objet d'éviter une vague de faillites parmi les entreprises confrontées à des problèmes de liquidité urgents du fait de la crise;

Que les défauts de paiement dus à des problèmes de liquidité pourraient entraîner un effet domino sur l'économie, ce qui devrait être évité à tout prix;

Que ces problèmes et effets se feront sentir à très court terme et qu'il n'est donc pas justifié de connaître des retards dans la mise en place de la mesure d'aide;

Qu'il convient dès lors de pouvoir verser l'aide dans les meilleurs délais et que l'urgence est donc justifiée;
Vu l'urgence spécialement motivée,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté ministériel, l'on entend par :

1° le Règlement de minimis : le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis;

2° le décret du 21 décembre 2016 : le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

3° l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux : l'arrêté du Gouvernement wallon n° 26 du 28 avril 2020 relatif à une aide complémentaire au droit passerelle en faveur des travailleurs indépendants de manière temporaire dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19 et modifiant diverses législations et réglementations;

4° le bénéficiaire : le travailleur indépendant tel que visé à l'article 1^{er}, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux;

5° l'entreprise : la petite entreprise visée à l'article 3, § 2 et § 3, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises dont l'effectif d'emploi et les seuils financiers sont ceux visés à l'article 2.2. de l'annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité et la très petite entreprise visée à l'article 3, § 2 et § 5, du décret;

6° le droit passerelle complet : le montant mensuel de la prestation financière visé à l'article 1^{er}, 5°, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux;

7° l'aide complémentaire : l'aide complémentaire au droit passerelle complet octroyée aux conditions prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux;

8° l'Administration : le Service public de Wallonie Economie, Emploi, Recherche;

9° la plateforme web : l'application web, visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6°, du décret du 21 décembre 2016, accessible à l'adresse <https://indemnitecovid.wallonie.be>.

Art. 2. L'aide complémentaire ou l'aide visée à l'article 2, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux sont octroyées conformément au Règlement de minimis.

Art. 3. Une aide complémentaire de 2.500 euros est octroyée au bénéficiaire ou à l'entreprise qui :

1° possédait une unité d'établissement visé à l'article I. 2., 16°, du Livre I^{er}, du Code de droit économique, en Région wallonne avant le 13 mars 2020;

2° n'a pas bénéficié d'une indemnité compensatoire de 5.000 euros octroyée dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2020 relatif à l'octroi d'indemnités compensatoires dans le cadre des mesures contre le coronavirus COVID-19;

3° a introduit une demande de droit passerelle avant le 5 mai 2020 et a bénéficié du droit passerelle complet à la fois pour les mois de mars et d'avril 2020.

Une aide de 2.500 euros visée à l'article 2, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux est octroyée à l'entreprise dont le gérant n'est pas travailleur indépendant pour autant, qu'en plus des conditions visées à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, qu'une majorité de ses travailleurs est en chômage temporaire pour force majeure à la fois pour les mois de mars et d'avril 2020 dans le cadre des mesures contre le coronavirus COVID-19.

Art. 4. L'entreprise ou le bénéficiaire introduit auprès de l'Administration, via un formulaire sur la plateforme web, la demande d'aide complémentaire ou d'aide visée à l'article 2, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux, à partir du 1^{er} juin 2020 et jusqu'au 30 juin 2020 inclus.

L'entreprise dont le gérant est un travailleur indépendant ne peut introduire sa demande qu'au nom de la société d'exploitation dont il assure la gérance.

Lors de l'introduction du dossier sur la plateforme web, l'entreprise ou le bénéficiaire doit, notamment, fournir les informations suivantes :

1° son numéro de Banque-Carrefour des Entreprises;

2° une déclaration sur l'honneur à compléter sur la plateforme web;

3° le numéro de compte de l'entreprise ou du bénéficiaire;

4° pour l'aide visée à l'article 2, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux, le nombre de jours de chômage temporaire pour cause de force majeure liée à la crise dans le cadre des mesures contre le coronavirus COVID-19 pour l'ensemble des travailleurs de l'entreprise au cours du mois de mars 2020 et du mois d'avril 2020, ainsi que le nombre de jours de prestation selon le régime habituel de travail pour l'ensemble des travailleurs de l'entreprise au cours de la seconde quinzaine du mois de mars 2020 et au cours du mois d'avril 2020.

L'entreprise ou le bénéficiaire déclare, via la déclaration sur l'honneur visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, :

1° l'absence d'une demande de prime en conséquence des mesures contre le coronavirus COVID-19 octroyée par une autre entité fédérée;

2° Ne pas dépasser les plafonds tels que définis dans le règlement de minimis 1407/2013, à savoir 200.000 € sur les trois derniers exercices fiscaux;

3° dans le cas où le demandeur est une entreprise, ne pas dépasser le chiffre d'affaires et le total du bilan visés à l'article 2 de l'Annexe I du Règlement 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité;

4° dans le cas où le demandeur est une entreprise, ne pas verser de dividende sur actions pour son exercice 2020.

L'Administration peut recourir aux banques de données constituant des sources authentiques afin d'obtenir toutes données nécessaires à l'examen du dossier.

Art. 5. Les dossiers relatifs à l'aide complémentaire ou l'aide visée à l'article 2, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux sont traités par tout agent de niveau A, B, C ou D tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant Code de la Fonction publique wallonne, désigné par la directrice générale de l'Administration.

La décision de recevabilité, de paiement, du contrôle et du recouvrement de l'aide complémentaire ou de l'aide visée à l'article 2, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux relève de tout agent de niveau A tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par la directrice générale de l'Administration.

Art. 6. L'Administration vérifie la recevabilité de la demande d'aide complémentaire ou de l'aide visée à l'article 2, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux.

Lorsque le dossier n'est pas recevable, l'Administration suspend la demande d'aide complémentaire ou d'aide visée à l'article 2, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux et informe le bénéficiaire qui peut compléter sa demande et la soumettre à un nouvel examen de recevabilité.

Si le dossier n'est pas complété et soumis à un nouvel examen de recevabilité dans un délai d'un mois à dater de la date de suspension, la demande est définitivement annulée.

Art. 7. Si la demande répond aux conditions fixées, le bénéficiaire ou l'entreprise est informé électroniquement que l'aide est accordée.

Le paiement de l'aide complémentaire ou l'aide visée à l'article 2, alinéa 4, de de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux peut avoir lieu au plus tard dans les trente jours qui suivent l'information visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur, le 29 mai 2020.

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/21139]

29. MAI 2020 — Ministerieller Erlass zur Ausführung des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 26 vom 28. April 2020 über eine zeitweilig eingeführte ergänzende Beihilfe für den Anspruch auf Überbrückungsmaßnahmen für Selbständige im Zusammenhang mit der Coronavirus-COVID-19-Krise und zur Änderung verschiedener Rechts- und Verordnungsvorschriften

Der Minister für Wirtschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung;

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2019 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2020;

Aufgrund des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise;

Aufgrund des Gesetzes vom 23. März 2020 zur Änderung des Gesetzes vom 22. Dezember 2016 zur Einführung eines Anspruchs auf Überbrückungsmaßnahmen für Selbständige und zur Einführung von zeitweiligen Maßnahmen zugunsten der Selbständigen im Rahmen von COVID-19;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchführung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle in den Dienststellen der Wallonischen Regierung, den Verwaltungsdiensten mit autonomer Buchführung, den regionalen Unternehmen, den Einrichtungen und dem Vermittlungsdienst der Wallonischen Region;

Aufgrund des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 2 vom 18. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung der zwingenden Fristen und der Beschwerdefristen, die in den gesamten wallonischen Rechts- und Verordnungsvorschriften festgelegt sind oder kraft dieser Vorschriften angenommen worden sind, sowie der Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen;

Aufgrund des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 26 über eine zeitweilig eingeführte ergänzende Beihilfe für den Anspruch auf Überbrückungsmaßnahmen für Selbständige im Zusammenhang mit der Coronavirus-COVID-19-Krise und zur Änderung verschiedener Rechts- und Verordnungsvorschriften;

Aufgrund des Genderberichts, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 29. Mai 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 29. Mai 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1 Absatz 1;

Aufgrund der Dringlichkeit, die es nicht erlaubt, das Gutachten der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrates innerhalb einer auf fünf Tage verkürzten Frist abzuwarten, insbesondere in Anbetracht der nachfolgenden Erwägungen:

In Erwägung der Konzertierungen zwischen den Regierungen der zuständigen föderierten Gebietskörperschaften und Förderalbehörden innerhalb des Nationalen Sicherheitsrats, der sich seit Beginn des Monats März 2020 versammelt;

In Erwägung des Ministeriellen Erlasses vom 23. März 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus 2020, abgeändert durch die Ministeriellen Erlasse vom 24. März 2020, 3. April 2020, 17. April 2020, 30. April 2020, 8. Mai 2020, 15. Mai 2020, 20. Mai 2020 und 25. Mai 2020;

In Erwägung der Erklärung der Weltgesundheitsorganisation (WHO) zu den Eigenschaften des Coronavirus COVID-19, insbesondere seiner hohen Ansteckungs- und Mortalitätsgefahr;

In der Erwägung, dass die Weltgesundheitsorganisation (WHO) das Coronavirus COVID-19 am 11. März 2020 als Pandemie qualifiziert hat;

In der Erwägung, dass die Weltgesundheitsorganisation (WHO) am 16. März 2020 die Bedrohung durch das Coronavirus COVID-19, das die Weltwirtschaft destabilisiert und sich schnell auf der ganzen Welt ausbreitet, auf die höchste Stufe angehoben hat;

In Erwägung der Verbreitung des Coronavirus COVID-19 auf europäischem Gebiet und in Belgien;

In Erwägung der Dringlichkeit und des Gesundheitsrisikos, das das Coronavirus COVID-19 für die belgische Bevölkerung darstellt;

In der Erwägung, dass es zur Verlangsamung und Begrenzung der Ausbreitung des Virus notwendig ist, unverzüglich die empfohlenen Maßnahmen anzuordnen, die sich unter dem Gesichtspunkt der öffentlichen Gesundheit als unerlässlich erweisen;

In der Erwägung, dass sich die Gefahr auf das gesamte Staatsgebiet erstreckt; dass es im allgemeinen Interesse liegt, dass bei der Ergreifung von Maßnahmen zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung konsequent vorgegangen wird, um deren Wirksamkeit zu maximieren;

In der Erwägung, dass die direkten oder indirekten Folgen der Krise somit ein Management auf regionaler Ebene erfordern;

In der Erwägung, dass die Krise die wirtschaftliche Aktivität auf dem Gebiet der Wallonischen Region verlangsamen könnte;

In der Erwägung, dass folglich die erforderlichen Maßnahmen zu treffen sind, um die Unternehmen zu unterstützen;

Aufgrund der Dringlichkeit, die dadurch begründet ist, dass der Föderalminister der Sicherheit und des Innern die Schließung zahlreicher Betriebe angeordnet hat, die infolge der COVID-19-Gesundheitskrise schwere wirtschaftliche Schäden erleiden;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, den betroffenen Betrieben Soforthilfe zu leisten, um den wirtschaftlichen Schaden zu begrenzen;

In der Erwägung, dass infolge der Schließungsmaßnahmen die Umsätze der betroffenen Betriebe zurückgegangen oder sogar völlig ausgefallen sind, wodurch das Einkommen sowohl der Unternehmer als auch ihrer Mitarbeiter gefährdet ist;

In der Erwägung, dass der Zweck dieser Beihilfe insbesondere darin besteht, eine Konkurswelle der Betriebe zu verhindern, die infolge der Krise akute Liquiditätsprobleme haben;

In der Erwägung, dass Zahlungsausfälle aufgrund von Liquiditätsproblemen einen Dominoeffekt auf die Wirtschaft haben könnten, der um jeden Preis vermieden werden sollte;

In der Erwägung, dass diese Probleme und Auswirkungen sehr kurzfristig zu spüren sein werden und daher Verzögerungen bei der Durchführung der Hilfsmaßnahme nicht gerechtfertigt sind;

In der Erwägung, dass die Beihilfe so schnell wie möglich ausgezahlt werden sollte und dass die Dringlichkeit daher gerechtfertigt ist;

Aufgrund der besonders begründeten Dringlichkeit,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Ministeriellen Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° De-minimis-Verordnung: die Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen;

2° Dekret vom 21. Dezember 2016: das Dekret vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmers oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

3° Sondervollmächtererlass der Wallonischen Regierung: der Sondervollmächtererlass der Wallonischen Regierung Nr. 26 vom 28. April 2020 über eine zeitweilig eingeführte ergänzende Beihilfe für den Anspruch auf Überbrückungsmaßnahmen für Selbständige im Zusammenhang mit der Coronavirus-COVID-19-Krise und zur Änderung verschiedener Rechts- und Verordnungsvorschriften;

4° Beihilfeempfänger: der in Artikel 1 Ziffer 2 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung erwähnte Selbständige;

5° Betrieb: der Kleinbetrieb im Sinne von Artikel 3 § 2 und § 3 des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- und Mittelbetriebe, dessen Beschäftigtenzahlen und finanzielle Schwellenwerte den in Anhang I Artikel 2.2. der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union genannten Schwellenwerten entsprechen, sowie der Kleinbetrieb im Sinne von Artikel 3 § 5 des Dekrets;

6° Vollständiger Anspruch auf Überbrückungsmaßnahmen: der in Artikel 1 Ziffer 5 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung angeführte Monatsbetrag der finanziellen Leistung;

7° Ergänzende Beihilfe: die ergänzende Beihilfe für den Anspruch auf Überbrückungsmaßnahmen, die zu den im Sondervollmächtererlass der Wallonischen Regierung vorgesehenen Bedingungen gewährt wird;

8° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

9° Internetplattform: die webbasierte Anwendung nach Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016, die unter <https://indemnitecovid.wallonie.be> zugänglich ist.

Art. 2 - Die ergänzende Beihilfe oder die in Artikel 2 Absatz 4 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung angeführte Beihilfe wird gemäß der De-minimis-Verordnung gewährt.

Art. 3 - Eine ergänzende Beihilfe in Höhe von 2.500 Euro wird dem Beihilfeempfänger oder dem Betrieb gewährt, der:

1° vor dem 13. März 2020 eine Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I. 2. Ziffer 16 des Wirtschaftsgesetzbuches in der Wallonischen Region besaß;

2° nicht in den Genuss der im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. März 2020 über die Gewährung von Ausgleichsentschädigungen im Rahmen der Maßnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus COVID-19 gewährten Ausgleichsentschädigung in Höhe von 5.000 Euro gelangt ist;

3° vor dem 5. Mai 2020 einen Antrag auf den Anspruch auf Überbrückungsmaßnahmen gestellt hat und sowohl im März als auch im April 2020 in den Genuss des vollständigen Anspruchs auf Überbrückungsmaßnahmen gekommen ist.

Eine Beihilfe in Höhe von 2.500 Euro gemäß Artikel 2 Absatz 4 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung wird dem Betrieb gewährt, dessen Geschäftsführer nicht selbständig ist, vorausgesetzt, dass zusätzlich zu den in Absatz 1 Ziffern 1 und 2 genannten Bedingungen die Mehrheit seiner Arbeitnehmer im Rahmen der Maßnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus COVID-19 in den Monaten März und April 2020 aufgrund höherer Gewalt vorübergehend arbeitslos ist.

Art. 4 - Ab dem 1. Juni 2020 und bis einschließlich 30. Juni 2020 reicht der Betrieb oder der Beihilfeempfänger bei der Verwaltung über ein Formular auf der Internetplattform den Antrag auf eine ergänzende Beihilfe oder eine Beihilfe im Sinne von Artikel 2 Absatz 4 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung ein.

Der Betrieb, dessen Geschäftsführer selbständig ist, kann seinen Antrag nur im Namen der von ihm geführten Betriebsgesellschaft stellen.

Bei der Einreichung der Antragsakte auf der Internetplattform muss der Betrieb oder der Beihilfeempfänger insbesondere folgende Angaben machen:

1° seine Nummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen;

2° eine auf der Internetplattform auszufüllende ehrenwörtliche Erklärung;

3° die Kontonummer des Betriebs oder des Beihilfeempfängers;

4° für die in Artikel 2 Absatz 4 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung angeführte Beihilfe, die Anzahl der Tage vorübergehender Arbeitslosigkeit aufgrund höherer Gewalt im Zusammenhang mit den Maßnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus COVID-19 für alle Beschäftigten des Betriebs in den Monaten März 2020 und April 2020 sowie die Anzahl der Tage, an denen alle Beschäftigten des Betriebs in der zweiten Märzhälfte 2020 und im April 2020 Leistungen nach der üblichen Arbeitszeitregelung erbracht haben.

Der Betrieb oder der Beihilfeempfänger erklärt im Rahmen der in Absatz 1 Ziffer 2 erwähnten ehrenwörtliche Erklärung:

1° dass er infolge der Maßnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus COVID-19 keinen Antrag auf eine Prämie gestellt hat, die von einer anderen föderalen Einheit gewährt wird;

2° nicht die in der De-minimis-Verordnung 1407/2013 definierten Höchstbeträge, d.h. 200.000 € in den letzten drei Steuerjahren, zu überschreiten;

3° wenn es sich bei dem Antragsteller um einen Betrieb handelt, den Umsatz und die Bilanzsumme gemäß Artikel 2 des Anhangs I der Verordnung 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union nicht zu überschreiten;

4° wenn der Antragsteller ein Betrieb ist, für sein Geschäftsjahr 2020 keine Dividende auf Aktien auszuschütten.

Die Verwaltung kann auf Datenbanken zurückgreifen, die authentische Quellen darstellen, um alle für die Prüfung der Akte erforderlichen Daten zu erhalten.

Art. 5 - Die Akten über die ergänzende Beihilfe oder die in Artikel 2 Absatz 4 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung angeführte Beihilfe werden von jedem Bediensteten der Stufe A, B, C oder D im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes bearbeitet, der von der Generaldirektorin der Verwaltung bestellt worden ist.

Die Entscheidung über die Zulässigkeit, die Auszahlung, die Kontrolle und die Beitreibung von ergänzenden Beihilfen oder die in Artikel 2 Absatz 4 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung angeführten Beihilfen unterliegt der Zuständigkeit jedes Bediensteten der Stufe A im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, der von der Generaldirektorin der Verwaltung bestellt worden ist.

Art. 6 - Die Verwaltung prüft die Zulässigkeit des Antrags auf eine ergänzende Beihilfe oder eine Beihilfe im Sinne von Artikel 2 Absatz 4 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung.

Wenn die Akte nicht zulässig ist, setzt die Verwaltung den Antrag auf eine ergänzende Beihilfe oder auf eine Beihilfe im Sinne von Artikel 2 Absatz 4 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung aus und informiert den Beihilfeempfänger, der seinen Antrag vervollständigen und einer erneuten Zulässigkeitsprüfung unterbreiten kann.

Wenn die Akte innerhalb eines Monats ab dem Datum der Aussetzung nicht ergänzt und einer erneuten Zulässigkeitsprüfung unterbreitet wird, wird der Antrag endgültig annulliert.

Art. 7 - Erfüllt der Antrag die festgelegten Bedingungen, wird der Beihilfeempfänger oder der Betrieb elektronisch darüber informiert, dass die Beihilfe gewährt wird.

Die Zahlung der ergänzenden Beihilfe oder der Beihilfe im Sinne von Artikel 2 Absatz 4 des Sondervollmachten-erlasses der Wallonischen Regierung kann spätestens 30 Tage nach den in Absatz 1 genannten Informationen erfolgen.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft.

Namur, den 29. Mai 2020

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2020/21139]

29 MEI 2020. — Ministerieel besluit houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 26 van 28 april 2020 tot toekenning, op tijdelijke basis, van een aanvullende steun op het overbruggingsrecht ten gunste van zelfstandigen in het kader van de crisis van het coronavirus COVID-19 en tot wijziging van verschillende wetgevingen en reglementeringen

De Minister van Economie,

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheden;

Gelet op het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

Gelet op het decreet van 19 december 2019 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020;

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19;

Gelet op de wet van 23 maart 2020 tot wijziging van de wet van 22 december 2016 houdende invoering van een overbruggingsrecht ten gunste van zelfstandigen en tot invoering van tijdelijke maatregelen in het kader van COVID-19 ten gunste van zelfstandigen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst van het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 2 van 18 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van dwingende termijnen en termijnen voor het indienen van beroepen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 26 van 28 april 2020 tot toekenning, op tijdelijke basis, van een aanvullende steun op het overbruggingsrecht ten gunste van zelfstandigen in het kader van de crisis van het coronavirus COVID-19 en tot wijziging van verschillende wetgevingen en reglementeringen;

Gelet op het rapport opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 mei 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 mei 2020;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1, eerste lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid die het niet mogelijk maakt het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State af te wachten binnen een tot vijf dagen teruggebrachte termijn, met name vanwege de volgende bepalingen;

Gelet op het overleg tussen de Regeringen van de deelentiteiten en de bevoegde federale overheden in de Nationale Veiligheidsraad, die sinds begin maart 2020 vergadert;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 24 maart 2020, 3 april 2020, 17 april 2020, 30 april 2020, 8 mei 2020, 15 mei 2020, 20 mei 2020 en 25 mei 2020;

Gelet op de verklaring van WHO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid en het sterfelijksrisico;

Overwegende dat WHO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Overwegende dat WHO op 16 maart 2020 zijn dreigingsniveau voor het coronavirus COVID-19, die de wereldeconomie destabiliseert en zich snel over de wereld verspreidt, naar de hoogste graad heeft opgetrokken;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Overwegende dat het, om de verspreiding van het virus te vertragen en te beperken, nodig is onmiddellijk de in overweging genomen maatregelen te bevelen, welke onontbeerlijk blijken op vlak van volksgezondheid;

Overwegende dat het gevaar zich over het grondgebied van alle landen verspreidt; dat het in het algemeen belang is dat er samenhang gegeven wordt aan de getroffen maatregelen om de openbare orde in stand te houden, zodat de doeltreffendheid ervan hoogst mogelijk is;

Overwegende dat de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van de crisis een beheer op gewestelijk niveau vereisen;

Overwegende dat de crisis de economische activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest kan vertragen;

Overwegende dat het bijgevolg passend is de nodige maatregelen te nemen om de ondernemingen te ondersteunen;

Gelet op de dringende noodzakelijk gemotiveerd door het feit dat de federale Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken de sluiting heeft bevolen van een groot aantal ondernemingen die ten gevolge van de gezondheids crisis COVID-19 grote economische schade lijden;

Dat het noodzakelijk is om dringend steunmaatregelen te voorzien voor de getroffen ondernemingen, ten einde de economische schade te beperken;

Dat de getroffen ondernemingen door de sluitingsmaatregelen hun omzet fors zien dalen, of zelfs helemaal verdwijnen, en dat hierdoor het inkomen van de ondernemers en van hun werknemers in het gedrang komt;

Dat deze steun onder meer tot doel heeft om een golf van faillissementen te vermijden onder de ondernemingen die prangende liquiditeitsproblemen ondervinden ten gevolge van de crisis;

Dat wanbetalingen ten gevolge van liquiditeitsproblemen een domino-effect in de economie zou kunnen veroorzaken, hetgeen ten alle koste moet vermeden worden;

Dat deze problemen en effecten op zeer korte termijn voelbaar zullen zijn en dat het dus niet verantwoord is om enige vertraging op te lopen in het uitvoeren van de steunmaatregel;

Dat de steun daarom zo snel mogelijk moet kunnen uitgekeerd worden, en de dringende noodzakelijkheid dus verantwoord is;

Gelet op de bijzonder met redenen omklede dringende noodzakelijkheid,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit ministerieel besluit wordt verstaan onder :

1° de de minimis-Verordening: Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun;

2° het decreet van 21 december 2016: het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

3° het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten: het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 26 van 28 april 2020 tot toekenning, op tijdelijke basis, van een aanvullende steun op het overbruggingsrecht ten gunste van zelfstandigen in het kader van de crisis van het coronavirus COVID-19 en tot wijziging van verschillende wetgevingen en reglementeringen;

4° de begunstigde: de zelfstandige zoals bedoeld in artikel 1, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten;

5° de onderneming: de kleine onderneming bedoeld in artikel 3, § 2 en § 3, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, waarvan het personeelsbestand en de financiële drempels degene zijn als bedoeld in artikel 2.2. van bijlage I bij Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard, en de in artikel 3, § 2 en § 5, van het decreet bedoelde zeer kleine onderneming;

6° het volledige overbruggingsrecht: het jaarlijkse bedrag van de financiële uitkering bedoeld in artikel 1, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten;

7° de aanvullende steun: de aanvullende steun op het overbruggingsrecht die onder de voorwaarden bepaald in het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten wordt toegekend;

8° de Administratie: de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek;

9° het webplatform: de webapplicatie, bedoeld in artikel 1, § 1, lid 1, 6°, van het decreet van 21 december 2016, toegankelijk op het adres <https://indemnitecovid.wallonie.be>.

Art. 2. De aanvullende steun of de in artikel 2, vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten bedoelde steun wordt overeenkomstig de de minimis-Verordening toegekend.

Art. 3. Er wordt een aanvullende steun ten belope van 2 500 EUR verleend aan de begunstigde of aan de onderneming die :

1° vóór 13 maart 2020 in het Waalse Gewest eigenaar was van een vestigingseenheid als bedoeld in artikel I.2., 16°, van het Wetboek van economisch recht;

2° niet in aanmerking is gekomen voor een compensatievergoeding van 5.000 euro toegekend in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 2020 betreffende de toekenning van compensatievergoedingen in het kader van de maatregelen tegen het coronavirus COVID-19;

3° vóór 5 mei 2020 een aanvraag voor het overbruggingsrecht heeft ingediend en zowel voor maart als voor april 2020 het volledige overbruggingsrecht heeft genoten.

Een steun van 2.500 euro zoals bedoeld in artikel 2, vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten, wordt toegekend aan de onderneming waarvan de zaakvoerder niet zelfstandig is, op voorwaarde dat, naast de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, een meerderheid van haar werknemers tijdelijk werkloos is wegens overmacht voor de maanden maart en april 2020 in het kader van de maatregelen tegen het coronavirus COVID-19.

Art. 4. Vanaf 1 juni 2020 en tot en met 30 juni 2020 dient de onderneming of de begunstigde via een formulier op het webplatform de aanvraag voor de aanvullende steun of de steun bedoeld in artikel 2, vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten, bij de Administratie in.

De onderneming waarvan de zaakvoerder zelfstandig is, mag haar aanvraag enkel indienen op naam van de exploitatiemaatschappij waarvan hij de zaakvoerder is.

Bij het indienen van de aanvraag via het webplatform moet de onderneming of de begunstigde met name de volgende informatie verstrekken :

- 1° haar/zijn nummer van de Kruispuntbank van Ondernemingen;
- 2° een verklaring op erewoord die op het webplatform ingevuld moet worden;
- 3° het rekeningnummer van de onderneming of van de begunstigde;

4° voor de steun bedoeld in artikel 2, vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten, het aantal dagen tijdelijke werkloosheid wegens overmacht in verband met de crisis in het kader van de maatregelen tegen het coronavirus COVID-19 voor alle werknemers van de onderneming gedurende de maanden maart 2020 en april 2020, evenals het aantal prestatiedagen onder het normale arbeidsregime voor alle werknemers van de onderneming in de tweede helft van maart 2020 en in de loop van april 2020.

De onderneming of de begunstigde verklaart, via de verklaring op erewoord bedoeld in het eerste lid, 2°, :

1° dat er geen premie is aangevraagd als gevolg van de maatregelen tegen het coronavirus COVID-19 die door een andere deelstaat is toegekend;

2° dat zij/hij de plafonds zoals bepaald in de de minimis-Verordening 1407/2013 niet overschrijdt, d.w.z. 200.000 euro over de laatste drie boekjaren;

3° indien de aanvrager een onderneming is, de omzet en het balanstotaal bedoeld in artikel 2 van bijlage I bij Verordening 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard, niet te overschrijden;

4° indien de aanvrager een onderneming is, geen dividend op aandelen voor haar boekjaar 2020 uit te keren.

De Administratie kan gebruik maken van de databanken die authentieke bronnen vormen om alle gegevens te verkrijgen die nodig zijn voor het onderzoek van het dossier.

Art. 5. De dossiers met betrekking tot de aanvullende steun of de steun bedoeld in artikel 2, lid 4, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten worden behandeld door elk personeelslid van niveau A, B, C of D zoals bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, dat door de directrice-generaal van de Administratie wordt aangewezen.

De beslissing over de ontvankelijkheid, de betaling, de controle en invordering van de bijkomende steun of van de steun bedoeld in artikel 2, vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten wordt genomen door elk personeelslid van niveau A zoals bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, dat door de directrice-generaal van de Administratie wordt.

Art. 6. De Administratie gaat de ontvankelijkheid van de aanvraag voor de aanvullende steun of de steun bedoeld in artikel 2, lid 4, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten na.

Wanneer het dossier niet ontvankelijk is, schorst de Administratie de aanvraag voor de aanvullende steun of de steun bedoeld in artikel 2, vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten en stelt zij de begunstigde daarvan in kennis, die zijn verzoek kan vervolledigen en aan een nieuw ontvankelijkheidsonderzoek kan onderwerpen.

Als het dossier niet wordt aangevuld en onderworpen aan een nieuw ontvankelijkheidsonderzoek binnen een termijn van één maand te rekenen van de datum van schorsing, dan wordt de steunaanvraag definitief vernietigd.

Art. 7. Indien de aanvraag aan de gestelde voorwaarden voldoet, wordt de begunstigde of de onderneming er elektronisch van in kennis gesteld dat de steun wordt toegekend.

De betaling van de aanvullende steun of de steun bedoeld in artikel 2, vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten kan uiterlijk binnen 30 dagen na de in lid 1 bedoelde informatie plaatsvinden.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Namen, 29 mei 2020.

W. BORSUS

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2020/41586]

28 MEI 2020. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 mei 2020 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze, van de ondertekening van haar akten en van de delegaties van bevoegdheden

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikelen 13, eerste lid, en 80, vierde lid;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de wetten van 8 augustus 1988, 12 en 16 januari 1989, 5 mei en 16 juli 1993, 28 december 1994, 5 april 1995, 25 maart 1996, 4 december 1996, 8 februari, 19 maart en 4 mei 1999,

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2020/41586]

28 MAI 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 mai 2020 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la Nouvelle Loi Communale, articles 13, alinéa 1^{er} et 80, alinéa 4 ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par les lois des 8 août 1988, 12 et 16 janvier 1989, 5 mai et 16 juillet 1993, 28 décembre 1994, 5 avril 1995, 25 mars 1996, 4 décembre 1996, 8 février, 19 mars et 4 mai 1999, 21 mars 2000,